

**Arrêté de prescriptions complémentaires  
relatif au centre de transit et de regroupement de déchets  
exploitée par la société SGA Meyer à Poilly-lez-Gien**

**La Préfète du Loiret,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 dite IED (Industrial Emissions Directive), relative aux émissions industrielles ;

**Vu** la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la Commission du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil [notifiée sous le numéro C(2018) 5070] ;

**Vu** le Code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre 1er, son titre 1er du livre V ;

**Vu** la nomenclature des installations classées ;

**VU** le décret du 13 juillet 2023 nommant Mme Sophie BROCAS, préfète de la Région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;

**Vu** l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R.516-1 du Code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (applicable à compter du 1er juillet 2018) ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux Meilleures Techniques Disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 12 mai 2015 autorisant la Société Giennoise d'Assainissement (SGA) MEYER à poursuivre l'exploitation du centre de transit et de regroupement de déchets situé sur le territoire de la commune de Poilly-lez-Gien ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2023 portant délégation de signature à Monsieur Stéphane COSTAGLIOLI, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

**Vu** le dossier de réexamen des conditions d'exploitation aux Meilleurs Techniques Disponibles publiées dans le BREF WT (Traitement de déchets) du 23 septembre 2019, complété le 7 juin 2022 ;

**Vu** le rapport de base produit par la SGA MEYER le 12 janvier 2015 complété dont le contenu est défini à l'article R.515-59 du Code de l'environnement ;

**Vu** le diagnostic de pollution des sols de DEKRA du 9 septembre 2021 ;

**Vu** le rapport et les propositions du 30 juin 2023 de l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire ;

**Vu** la notification du 17 juillet 2023 à ladite société du projet d'arrêté ;

**Vu** les observations de l'exploitant par courriel du 27 juillet 2023 ;

**Considérant** que l'exploitant propose dans son dossier de réexamen de ne plus rejeter d'eaux pluviales potentiellement polluées et d'eaux de lavage des citernes dans le bassin d'infiltration des eaux pluviales ;

**Considérant** que les eaux pluviales potentiellement polluées et les eaux de lavage des citernes sont évacuées en centre de traitement adapté ;

**Considérant** que ce recyclage des eaux potentiellement polluées du site dans des centres de traitement adaptés permettra d'améliorer la qualité des rejets aqueux du bassin d'infiltration ;

**Considérant** que l'exploitant propose dans son dossier de réexamen, afin de réduire les émissions diffuses de poussières, que les voiries soient balayées hebdomadairement et qu'un nettoyage bimensuel des camions soit réalisé ;

**Considérant** qu'au regard de la pollution des eaux souterraines, il convient de mettre en œuvre un plan de gestion adapté ;

**Considérant** qu'en application de l'article R.181-45 du Code de l'environnement, il n'y a pas lieu de recueillir l'avis du CODERST ;

**Sur proposition** du Secrétaire Général de la préfecture du Loiret,

## **ARRÊTE**

---

### **TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

---

#### **ARTICLE 1 : EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION**

La SGA MEYER dont le siège social est situé lieu-dit « Les Gallards » route de Coullons à Poilly-lez-Gien (45500) est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté et des prescriptions de l'arrêté du 12 mai 2015, à poursuivre l'exploitation des installations à cette même adresse (coordonnées en Lambert 2 étendu X= 617 514 m et Y= 2 295 834 m).

#### **ARTICLE 2 : MODIFICATION DES ACTES ANTÉRIEURS**

Les dispositions concernées de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2015 sont modifiées et remplacées par les dispositions du présent arrêté.



### ARTICLE 3 : RÉGLEMENTATION APPLICABLE

L'article 1.2.1. de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2015 est supprimé et remplacé par les dispositions ci-dessous :

Rub.	Libellé de la rubrique (activité)	(*)	Volume autorisé
2718-1	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du Code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719.</p> <p>La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne.</p>	A	<p>Déchets dangereux stockés en transit Quantité maximale stockée : 945 t</p> <p>Eaux hydrocarburées en cuves aériennes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2 cuves aériennes contenant des hydrocarbures** : 2 x 25 m<sup>3</sup></li> <li>• 2 cuves aériennes contenant des hydrocarbures** : 2 x 23,5 m<sup>3</sup></li> <li>• 1 cuve aérienne contenant des hydrocarbures** : 21 m<sup>3</sup></li> <li>• 1 cuve aérienne contenant des hydrocarbures** : 21,5 m<sup>3</sup></li> <li>• 2 cuves aériennes contenant des hydrocarbures ** : 2 x 50 m<sup>3</sup></li> </ul> <p>Quantité totale : 249,5 m<sup>3</sup> soit 212 t (masse volumique de 0,85 t/m<sup>3</sup>)</p> <p><b>Quantité totale = 1157 t</b></p>
3550	<p>Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 t à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.</p>	A	<p>Déchets dangereux stockés en transit Quantité maximale stockée : 945 t</p> <p>Eaux hydrocarburées en cuves aériennes Quantité totale : 249,5 m<sup>3</sup> soit 212 t (masse volumique de 0,85 t/m<sup>3</sup>)</p> <p><b>Quantité totale = 1157 t</b></p>
2716-1	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712 et 2719.</p> <p>1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieure ou égale à 1000 m<sup>3</sup>.</p>	E	<p><b>Volume maximal présent sur site : 1041 m<sup>3</sup></b></p>
4734-2	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour les véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans la cavité souterraine, étant :</p> <p>2. Pour les autres stockages : inférieure à 50 t au total</p>	NC	<p>Fioul domestique volume total : 4 m<sup>3</sup></p> <p>Gasoil et GNR (carburants) 1 cuve compartimentée (40 m<sup>3</sup> de gasoil et 10 m<sup>3</sup> de GNR) volume total : 50 m<sup>3</sup></p> <p>volume total : 54 m<sup>3</sup></p> <p>Masse volumique = 0,85 t/m<sup>3</sup></p> <p><b>Quantité totale = 45,9 t</b></p>
4734-1	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour les véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p>	NC	<p>Fioul domestique 1 cuve enterrée de 6 m<sup>3</sup></p> <p>Masse volumique = 0,85 t/m<sup>3</sup></p> <p><b>Quantité totale : 5,1 t</b></p>

	<b>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans la cavité souterraine, étant :</b> 1. Pour les cavité souterraines et les stockages enterrés : inférieure à 250 t au total	.	
2795-2	<b>Installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de matières dangereuses au sens de la rubrique 1000 de la nomenclature des installations classées ou de déchets dangereux</b> 2. La quantité d'eau mise en œuvre étant inférieure à 20 m <sup>3</sup> /jour.	DC	Station de lavage intérieur des citernes sous le hangar  <b>Quantité d'eau maximum : 1 m<sup>3</sup> /jour</b>
2711-2	<b>Transit, regroupement, tri, désassemblage, remise en état d'équipements électriques et électroniques mis au rebus</b> 2. Le volume susceptible d'être entreposé étant supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1000 m <sup>3</sup>	DC	DEEE conditionnés dans des caisses palette de 600 L représentant un <b>Volume maximum de stockage DEEE : 1 tonne</b>
1435	<b>Station service : installation, ouverte ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur.</b> Le volume annuel de carburant distribué étant inférieur à 500 m <sup>3</sup> au total.	NC	<b>Gasoil et GNR :</b> <b>367 m<sup>3</sup> de Gasoil et 25 m<sup>3</sup> de GNR soit une consommation annuelle totale de 400 m<sup>3</sup></b>
2910-A	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du Code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est inférieure à 1 MW.	NC	Chaudière fioul domestique vestiaires (27 kW) Chaudière fioul domestique nouveaux bureaux (69 kW)  <b>Puissance thermique maximale : 96 kW</b>

#### ARTICLE 4 : INSTALLATIONS SOUMISE À LA DIRECTIVE DITE « IED »

L'article 1.2.1.1. de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2015 est complété par les dispositions ci-dessous :

« Le périmètre IED de l'établissement comporte les installations de transit, regroupement et tri des déchets dangereux (installations visées par la rubrique 3550 de la nomenclature ICPE) du centre d'entreposage provisoire :

- 6 cuves aériennes de 21 à 25 m<sup>3</sup> pour le stockage des hydrocarbures ;
- 2 cuves aériennes de 50 m<sup>3</sup> pour le stockage des hydrocarbures issus des débourbeurs-déshuileurs ;
- 4 cuves aériennes de 10 m<sup>3</sup> pour le stockage des déchets liquides chargés en acides ;
- 1 cuve aérienne de 20 m<sup>3</sup> pour les liquides inflammables (jus résiduels) ;
- les containers/fûts/palettes/caisses palettes de déchets liquides et solides stockés en extérieur sur la plateforme bétonnée (alcool, solvants, peintures, vernis, emballages vides souillés, amiante, hydrocarbures, sous-produits animaliers, résine, liquide de refroidissement...) ;
- les déchets stockés sous le hangar (DEEE, DASRI, produit en petits conditionnements, produits pathogènes, essence) ;
- les alvéoles de stockage des terres polluées aux hydrocarbures ;



– la cuve aérienne de 40 m<sup>3</sup> pour les eaux souillées issues de la station de lavage des citernes.

Le bassin de confinement des eaux de capacité 350 m<sup>3</sup> conçu pour la collecte des eaux pluviales de voirie du centre est un équipement connexe qui fait partie du périmètre IED.

Le périmètre IED est cartographié en annexe 1. »

## **ARTICLE 5 : PROPRIÉTÉ**

L'article 2.3.1. de l'arrêté préfectoral du 15 mai 2015 est complété par les dispositions ci-dessous :  
« Afin de réduire les émissions diffuses de poussières, les voiries sont balayées hebdomadairement et un nettoyage bimensuel des camions est réalisé. »

## **ARTICLE 6 : COLLECTE DES EFFLUENTS**

L'article 4.3.2 de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2015 est supprimé et remplacé par les dispositions ci-dessous :

« Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixés par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

### **# Eaux domestiques**

Les eaux usées domestiques du nouveau bâtiment administratif sont collectées dans une fosse étanche de 15 m<sup>3</sup> qui est vidée une fois par mois. Ces eaux sont acheminées par camion vers la station d'épuration de GIEN pour y être traitées.

Les eaux usées domestiques de l'habitation sont collectées dans une fosse toutes eaux de 4 m<sup>3</sup> puis passage par un filtre à sable. Ces eaux ainsi épurées sont évacuées par infiltration dans le sol.

### **# Nouveau hangar (situé sur la parcelle cadastrale n° 13)**

Les eaux de toitures du nouveau hangar sont collectées et orientées vers le bassin d'infiltration de capacité de 580 m<sup>3</sup>.

### **# Parking du nouveau bâtiment administratif**

Les eaux de voirie du parking sont collectées et orientées, après passage par un débourbeur/déshuileur, vers le bassin d'infiltration de capacité de 580 m<sup>3</sup>.

### **# Station de lavage des citernes**

Les eaux issues de la station de lavage, située sous le hangar, sont collectées dans une cuve aérienne d'une capacité de 40 m<sup>3</sup>. Ces eaux sont ensuite acheminées par camion vers les filières adaptées pour y être traitées.

### **# Eaux de voirie et de toiture du hangar du centre d'entreposage et de la station de lavage associée**

Les eaux de voirie et de toiture du hangar du centre d'entreposage provisoire ainsi que de la station de lavage associée sont traitées par des débourbeurs-déshuileurs avant rejet dans le bassin de confinement étanche d'une capacité de 350 m<sup>3</sup>. Ces eaux sont ensuite acheminées par camion vers les filières adaptées pour y être traitées.

Toutes les vannes pour la rétention sont identifiées et leur emplacement fait l'objet d'une signalisation adaptée et visible.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits. »

## **ARTICLE 7 : EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE POLLUÉES**

L'article 4.3.10 de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2015 est supprimé et remplacé par les dispositions ci-dessous :

*«Les eaux pluviales polluées et collectées au droit du centre d'entreposage dans le bassin tampon de 350 m<sup>3</sup> sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.*

*Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales non polluées et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués. »*

#### **ARTICLE 8 : AUTOSURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES**

L'article 9.2.5 de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2015 est complété par les dispositions ci-dessous.

Le réseau de surveillance des eaux souterraines du site se compose des ouvrages suivants :

<b>Point de mesure</b>	<b>Localisation par rapport au site (amont ou aval)</b>	<b>Coordonnées en Lambert 93</b>	<b>Aquifère capté (superficiel ou profond), masse d'eau</b>	<b>Profondeur de l'ouvrage</b>
PZ1	Amont	X = 667 869 m Y = 6 729 216 m	Alluvions de la Loire	9,0 m
PZ2	Aval	X = 667 779 m Y = 6 729 365 m	Alluvions de la Loire	11,2 m
PZ3	Aval	X = 667 816 m Y = 6 729 402 m	Alluvions de la Loire	11,4 m
PZ4	Aval	X = 667 801 m Y = 6 729 388 m	Alluvions de la Loire	10,8 m
PZ5	Aval	X = 667 830 m Y = 6 729 387 m	Alluvions de la Loire	10,0 m

La localisation des ouvrages est précisée sur le plan joint en annexe 2.

#### **ARTICLE 9 : PLAN DE GESTION DE LA POLLUTION**

Dans le cadre de la pollution des eaux souterraines observées sur le site, l'exploitant réalise dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- un bilan quadriennal en 2023 (mission BQ selon la norme NF X 31 620-2 de décembre 2021 : interprétation des résultats de l'ensemble des données recueillies au cours des quatre dernières années de suivi et mise à jour de l'analyse des enjeux concernés par le suivi réalisé sur la période de quatre ans) conformément à la méthodologie nationale de gestion des sites pollués définie par la note ministérielle du 19 avril 2017 ;
- une mission IEM (Interprétation de l'Etat des Milieux) comprenant :
  - une enquête de voisinage pour recenser les ouvrages privés en aval hydraulique du site (A100) et une mise à jour de l'étude de vulnérabilité des milieux (A120) ;
  - l'élaboration d'un programme d'investigations hors site (A130) dans tous les milieux d'exposition et de transfert d'impacts.

Sur la base de ces éléments, l'exploitant construit un schéma conceptuel et élabore un plan de gestion qui doit permettre :

- dans le cadre d'une approche bilan «coût avantage»: l'élimination totale ou partielle des pollutions, complétées si besoin par des mesures conduisant à supprimer de façon pérenne les possibilités de transfert entre les sources de pollution et les usages considérés. Si des pollutions résiduelles subsistent, les risques sanitaires devront être obligatoirement acceptables ;
- de définir un échéancier de mise en œuvre de mesures de gestion ;
- de contrôler et suivre l'efficacité des mesures de gestion par la mise en œuvre d'une surveillance environnementale le cas échéant ;
- de conserver en mémoire la compatibilité de l'usage du site avec les modalités de gestion décidées et mises en œuvre par le biais de dispositif de restrictions d'usage.



Le plan de gestion est transmis pour avis à l'inspection des installations classées, dans un délai de neuf mois à compter de la notification du présent arrêté.

#### ARTICLE 10 : AUTOSURVEILLANCE DES SOLS

L'exploitant exerce une surveillance et des contrôles de la qualité des sols permettant de détecter l'effet éventuel de ses activités ou de celles ayant été exercées dans le passé.

Le dispositif de surveillance est constitué au minimum de 20 sondages implantés judicieusement à partir des activités.

Tous les 10 ans à partir de 2021, des prélèvements sont effectués dans les sols, au niveau des sondages permettant une surveillance optimale dont l'objet est d'identifier en toute circonstance une migration éventuelle de polluants.

Les sols prélevés font l'objet a minima de mesures des substances suivantes, dans le respect des normes indiquées à l'annexe Ia de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé, ou équivalentes :

- composés azotés (ammonium, azote total, azote ammoniacal, nitrites, nitrates) ;
- hydrocarbures totaux (HCT) ;
- composés aromatiques volatils (CAV), dont les Benzène-Toluène-Ethylbenzène-Xylènes (BTEX) ;
- polychlorobiphényles (PCB) ;
- hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) ;
- composés organiques halogénés volatils (COHV) ;
- métaux lourds (As, Cd, Cr dont CrVI, Cu, Ni, Pb, Zn et Hg) ;
- indice phénols.

Les prélèvements sont exécutés selon la procédure AFNOR FD-X-31-615 par un organisme compétent et les analyses sont faites par un laboratoire agréé.

Pour chaque substance, la méthode d'analyse retenue doit permettre d'obtenir un seuil de dosage inférieur aux seuils d'acceptabilité en ISDI, aux gammes de valeurs couramment observées dans les sols ordinaires et observées dans le cas d'anomalies naturelles modérées et fortes selon INRA ASPITET et aux valeurs de référence locale (vibrisses et autres) mises à disposition par le GIS Sol.

Après chaque campagne d'analyses, un rapport est transmis au service de l'Inspection des Installations Classées, comportant en particulier :

- les résultats des analyses ;
- une comparaison des teneurs relevées aux critères susvisés ;
- un récapitulatif de l'évolution de la qualité des sols depuis le premier contrôle et, d'une manière générale, tous commentaires utiles à une bonne compréhension des résultats.

Toute anomalie est signalée dans les meilleurs délais au service de l'Inspection des Installations Classées.

Les modalités de la surveillance peuvent être réexaminées après accord du service d'inspection des installations classées, à raison des résultats obtenus et sur demande de l'exploitant dûment motivée.

#### ARTICLE 11 : CAPACITÉS MAXIMALES DE STOCKAGE SUR SITE ET QUANTITÉS AUTORISÉES ANNUELLEMENT

L'article 4.9 de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2015 est supprimé et remplacé par les dispositions ci-dessous :

«

Type de déchets	Quantité maximale stockée dans l'installation	Conditionnement	Quantité maximum autorisée annuellement
Hydrocarbures	139,5 m <sup>3</sup>	6 cuves aériennes	2500 tonnes
Acides	40 m <sup>3</sup>	4 cuves aériennes de 10 m <sup>3</sup>	600 tonnes
Prétraitement des hydrocarbures	100 m <sup>3</sup>	2 cuves aériennes de 50 m <sup>3</sup>	800 tonnes
DASRI	200 kg	Bacs de 30 et de 50 kg puis regroupés en caissons amovibles de 200 et 700 litres	200 kg
Produits pathogènes	200 m <sup>3</sup>	Benne 20 m <sup>3</sup> étanche	600 tonnes

Eaux souillées issues de la station de lavage du site	40 m <sup>3</sup>	Cuve aérienne de 40 m <sup>3</sup>	150 m <sup>3</sup>
Terres polluées	210 m <sup>3</sup>	4 alvéoles bétonnées sur la plate-forme	/
Tubes néons et ampoules	1 tonne	Caisse palette de 600 litres	8 tonnes
Produits en petits conditionnements	30 tonnes	Contenant de capacité inférieure à 200 litres	300 tonnes
Déchets liquides et solides	210 m <sup>3</sup>	Conditionné en fûts ou containers plastiques	/

»

## TITRE 2 - PUBLICITÉ ET EXÉCUTION

### ARTICLE 12 : INFORMATION AUX TIERS

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Loiret pour une durée minimale de quatre mois.

### ARTICLE 13 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture du Loiret et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Orléans, le **18 MARS 2024**

Pour la Préfète et par délégation,  
Le secrétaire général,

**Stéphane COSTAGLIOLI**

#### Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.181-17 du Code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, au Tribunal administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS :

- Par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

**Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)**

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative, 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLÉANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R.181-50 du Code de l'environnement.

*Tout recours administratif ou contentieux contre la présente décision doit obligatoirement être notifié à son auteur et à son bénéficiaire, dans les conditions prévues à l'article R181-51 du Code de l'environnement, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.*



[illegible]

## Annexe 2: Esquisse piézométrique DEKRA de novembre 2022

